

Pacte de responsabilité : comment croire qu'avec 10 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'assurance maladie, les hôpitaux pourraient aller mieux ?

De partout, les déclinaisons de la politique dictée par le gouvernement entraînent des fermetures de lits, des problèmes d'effectifs médicaux ou paramédicaux, des fermetures de services, des regroupements d'hôpitaux. Partout où les services sont maintenus, il est dit « *votre activité ne justifie pas le maintien de vos moyens de fonctionnement* », alors des postes de secrétaires, d'infirmières, de médecins, ou des lignes de gardes sont supprimés ou "gelés".

A l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, la politique de fermeture des lits se fait avec une violence inouïe y compris envers le corps médical.

La fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu de Paris a entraîné cet hiver une surcharge des autres services d'urgences, telle qu'une patiente est décédée dans la salle d'attente des urgences de l'Hôpital Cochin sans que personne ne s'en aperçoive. Les lits d'hospitalisation sont tous menacés : 800 à 1 000 lits d'hospitalisation sont considérés comme étant en trop, à fermer selon un rapport récemment présenté à la CME de l'AP-HP. Alors tous les moyens sont bons. Ici on invoque la "sécurité des patients" pour fermer d'urgence l'unité d'onco-pédiatrie de l'Hôpital Raymond Poincaré de Garches, alors que cette unité fonctionne depuis plus de 6 ans. Là on invoque la nécessité de faire un "projet d'accueil post urgences" pour fermer des lits d'hospitalisation complète, comme en médecine interne, à l'Hôpital Saint Louis de Paris.

Sous prétexte de "modernisation", "d'adapter l'offre aux besoins", il n'est question que de regrouper les services, de fermer des lits et des hôpitaux entiers.

A Briançon, l'ARS a décidé la fermeture de la Réanimation alors que ce service se situe à plus de 2 heures de route des services les plus proches. A Poitiers, une unité de soins continus pédiatriques a été fermée faute d'effectif médical. A Saint-Egrève, médecins et personnels se battent depuis des mois pour obtenir les moyens nécessaires pour soigner les patients. A Voiron, le laboratoire de biologie est menacé de fusion avec celui de Grenoble, avec réduction de personnel à la clé.

Tout cela se fait contre l'intérêt des patients, malgré les belles présentations qui pourraient nous en être faites.

C'est au nom de la réduction des dépenses publiques que tout cela est fait.

Ceci obéit à la volonté d'exonérer le patronat de certaines cotisations dues à la sécurité sociale.

Le SNMH FO l'a dit et le répète : **médecins, notre rôle est d'être aux côtés de nos malades, et de dire ce dont ils ont besoin, pas de mettre notre science au service de ceux qui veulent liquider le système de santé français pour permettre les exonérations de cotisations sociales.**



Fédération des personnels des services publics et de santé –
FORCE OUVRIERE
SYNDICAT NATIONAL DES MEDECINS HOSPITALIERS
SNMH - FORCE OUVRIERE

Le pacte de responsabilité appliqué aux hôpitaux et contre lequel le SNMH FO se bat et se battra, c'est cela :

- La fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu. Le SNMH-FO dit : ré-ouverture des urgences de l'Hôtel-Dieu de Paris !
- La fermeture des lits de l'unité d'onco-pédiatrie de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches. Le SNMH FO dit : maintien des lits !
- la fermeture des lits de médecine interne de l'Hôpital Saint-Louis de Paris. Le SNMH FO dit : maintien des lits !
- La fermeture de la réanimation du CH de Briançon. Le SNMH-FO dit : maintien de la réanimation !
- La suppression du laboratoire de Biologie du CH de Voiron et de l'activité de chirurgie. Le SNMH-FO dit : maintien du laboratoire et de l'activité de chirurgie !

Le SNMH-FO est disponible auprès des collègues pour la défense de leurs revendications.

Fait à Paris le 16 mai 2014